

Transition énergétique et résilience des territoires.

Planifier, construire, expérimenter

ARGUMENTAIRE

L'énergie, au côté d'autres thématiques comme l'alimentation ou la mobilité, s'est sensiblement imposée ces deux dernières décennies dans le domaine d'action des politiques territoriales et urbaines en Europe. Les raisons sont connues, certaines bien identifiées (changements climatiques, visée d'un développement soutenable, récession économique), d'autres plus complexes (inflexions de l'interventionnisme d'État dans le domaine de l'énergie, rôle croissant de nouveaux acteurs, quête de relative autonomie dans un contexte géopolitiquement et techniquement incertain, émergence de nouvelles problématiques techniques telles que la valorisation des déchets).

En parallèle celle-ci s'est accompagnée de l'émergence d'un horizon d'incertitudes et de discontinuités majeures à venir pour les territoires, sous l'effet des changements climatiques autant que de leur dépendance aux énergies fossiles. Dans ce contexte, les objectifs de résilience engagés par les politiques publiques via la transition énergétique prennent une teneur particulière, visant à répondre à des objectifs atteignables à moyen et long termes pour améliorer la capacité des territoires à faire face à ces ruptures.

Les constats de l'impossible anticipation complète des différents changements à venir, autant que la confirmation d'un certain nombre d'irréversibilités (comme la réduction progressive des ressources énergétiques épuisables) sont à la base de la « transition énergétique ».

Celle-ci traduit entre autres la tentative de définition par des décideurs de stratégies de résilience, d'adaptation des territoires à l'imprévu plutôt que de résistance à des perturbations non maîtrisées. Ces stratégies de résilience visent à maintenir durablement l'équilibre de leur territoire (fonctions, attractivité, culture...) autant qu'à renforcer leurs capacités de réaction et d'adaptation face aux phénomènes de rupture que peuvent induire les incertitudes climatiques et énergétiques.

Dans le contexte européen, deux attitudes ont jusque là cohabité bon gré mal gré : l'intégration forcée des thématiques énergétiques dans les formes classiques de planification, parallèlement à une expérimentation foisonnante en matière d'énergie que ce soit dans l'architecture et la construction, dans le renouvellement des sources possibles, dans les systèmes de gestion, de distribution, de consommation. Ce recours à l'expérimentation s'explique entre autres par la nécessité d'innover dans un domaine d'épuisement ou de contestation de certaines technologies (nucléaire...) et d'ouverture de nouveaux marchés.

Autant dans le cadre de la planification que de celui de l'expérimentation, la composante géographique, spatiale, gagnerait largement à être mieux connue et ses différents enjeux mieux identifiés tant la « territorialisation » de l'énergie se révèle être une question

complexe. La question de l'énergie ne se pose pas de la même manière suivant les territoires, leur potentiel énergétique, leurs trajectoires socio-économiques, leurs cultures politiques et administratives ou encore des relations entre acteurs publics et privés. Par ailleurs, la localisation de nouvelles sources d'énergie dégagerait des voies pour l'urbanisme encore mal identifiées – au point de s'y méprendre – comme celle de la transposition à l'énergie des modèles TOD (« transit-oriented development ») comme semblent le profiler certains modes de traitement des réseaux de chaleur.

Dans le domaine opérationnel, les acteurs publics et privés avouent aussi leur relative incapacité à maîtriser ce que seraient, par exemple, des planifications énergétiques à l'échelle d'un secteur d'aménagement, autrement qu'en termes de référentiels ou schémas d'intention, ou la reproduction trait-à-trait de modèles clé en main.

Le secteur de l'architecture reste encore quant à lui souvent cantonné à des innovations technologiques (performance énergétiques) ou l'intégration de normes, à l'adaptation de dispositifs techniques ou bien traité sous le volet social d'une sociologie de l'habitat sensible à des thématiques telles que la précarité énergétique des ménages. Ce qui interroge, cette fois sous un angle plus spatial, la notion très large, autant incantatoire que concrète, de « transition énergétique », recouvrant autant les inflexions des modes de vie, l'élaboration de nouveau modèle et site productif, l'entrée de l'énergie dans les politiques locales, ou encore le changement de sources et de technologies et – de manière élémentaire – de territorialisation.

La transition énergétique des territoires n'est-elle qu'une question « d'intégration » à différents niveaux (territoire, ville, bâtiment) d'une question qui apparaîtrait davantage comme une nouvelle contrainte qu'autre chose ? Ou bien dans certains cas, illustre-t-elle l'émergence de formes différentes de production, de valorisation, de résilience des territoires ?

Il est opportun de ré-ouvrir ces questions au moment où en progressent d'autres sur les « ressources urbaines latentes » des territoires, désactivées par les cycles accélérés et successifs du capitalisme des dernières décennies ouvrent sans doute de nouvelles voies (valorisation des déchets).

TROIS AXES

Cette journée d'étude laisse volontairement de côté des objets ou angles d'analyse déjà largement traités comme le jeu des normes, référentiels et circulation de bonnes pratiques, la gouvernance des projets, la généalogie et l'épistémologie de notions. A partir d'études de cas européennes et françaises, trois axes de travail sur la « transition énergétiques » sont proposés :

Axe 1 : les trajectoires de territoires en transition énergétique. La transition énergétique est à peine amorcée du moins en France, il reste encore a priori difficile de montrer ou démontrer en quoi celle-ci accroît ou renforce la résilience des territoires. Seraient particulièrement appréciées les études portant sur des territoires de croissance et de recomposition, voire de décroissance (économique, démographique...), à quelque échelle que ce soit, dont l'énergie aurait été un catalyseur, tout comme des retours sur des expérimentations précises engagées dans le cadre des lois de transition énergétique.

Axe 2 : la planification urbaine et la question énergétique, moins concernant l'aspect réglementaire ou procédural (schémas issus des lois EEG en Allemagne ou Grenelles en France par exemple) que les modèles d'aménagement et de relocalisation, existants ou

simulés, en particulier exploitant des ressources comme les déchets, ou encore le lien morphologie urbaine/énergie.

Axe 3: énergie et architecture. Comment l'architecture s'est emparée de notions comme celle de métabolisme urbain pour élargir le regard et le mode de traitement des déchets urbains, en intégrant l'énergie. Quelle politique existe-t-il pour soutenir l'innovation « responsable » et l'intégration des énergies renouvelables dans l'architecture ? Les réglementations sont-elles satisfaisantes aux yeux des professionnels et des usagers ? De nouveaux types de partenariats multi acteurs sont-ils incités par cette nouvelle problématique ? Existe-t-il une échelle de réflexion plus adaptée à l'intégration des EnR en architecture ? Quel est l'impact de l'adaptation énergétique des bâtiments sur l'aménagement des espaces urbains ? Existe-t-il des filières émergentes ? Des initiatives telles que le « Land Art Generator Initiative » poussant architectes et urbanistes à imaginer des installations d'énergie renouvelables sur l'espace public afin de sensibiliser, d'inspirer et de dynamiser la transition énergétique. Quel est l'impact réel de ces projets. L'architecture peut-elle et doit-elle vraiment se réinventer pour s'adapter à l'énergie ?

COMITÉ D'ORGANISATION (PREMIERS MEMBRES)

Marc Dumont, Professeur en urbanisme, Université Lille 1
Béatrice Quenault, Maître de conférences en Sciences économiques, Université Rennes 2
Hélène Bailleul, Maître de conférences en aménagement, Université Rennes 2
Sophie Rannou, Doctorante en aménagement de l'espace, UMR CNRS 6590 ESO
Jean-Benoît Orveillon, Directeur de Kerval Centre Armor
Béatrice Jeuland, Chargée de communication, Kerval Centre Armor

COMITÉ SCIENTIFIQUE PRESENTI

Jacques Teller, Université de Liège
Olivier Blanpain, Université Lille 1
Jean-Jacques Terrin, Professeur, Ecole d'Architecture de Versailles
Taoufik Souami (urbanisme), EUP
Roberto d'Arienzo (architecture), Gerphau
Olivier Soubeyran (géographie), Grenoble
Laurence Rocher (géographie), Lyon
Jean-François Blassel (architecture), Paris
Moïse Tsayem (géographie), Le Mans
Antonio Da Cunha (urbanisme), Lausanne
Youssef Diab (urbanisme), Paris
Gilles Debizet (urbanisme), Grenoble
Nicolas Buclet (économie), Grenoble

PRÉ-PROGRAMME

Le vendredi 24 Novembre 2017

09h00 | Accueil des participants

09h30 | Ouverture

10h00 | Séance plénière - conférence

11h00 | Première partie : Trajectoires de territoires résilients

13h00 | Déjeuner

14h15 | Seconde partie : Energie et planification urbaine

15h15 | Troisième partie : Architecture et énergie

17h30 | Fin de la journée.

CALENDRIER

01.09.2017 | appel à communication

06.10.2017 | Date limite de réception

20.10.2017 | Informations aux auteurs des propositions

30.10.2017 | Diffusion du programme et ouverture des inscriptions

10.11.2017 | Clôture des inscriptions

24.11.2017 | Journée d'étude

LIEU :

Université Rennes 2 (site de Saint-Brieuc)

Adresse : Campus Mazier - 22 avenue Antoine Mazier 22015 Saint-Brieuc

Accès : en bus ligne 10 (13 min.) direct depuis la gare de St Brieuc, ou voiture par RN12 (parking gratuit sur place)

INFORMATION

Cette journée croisera interventions de professionnels et scientifiques. Les présentations pourront prendre la forme de poster.

Les résumés attendus comporteront 800 mots maximum (approx.) en respectant :

→ Un titre

→ Contexte, problématique

→ Méthodologies

→ Mots-clés (6 max.)

→ Références bibliographiques ou techniques

SOUTIENS

UMR ESO – 6590

Laboratoire TVES

Syndicat Mixte Kerval

Saint-Brieuc Armor Agglomération

Région Bretagne (demande d'appui en cours)

ADEME + PUCA (demande d'appui en cours)

CONTACTS

Marc DUMONT : marc.dumont@univ-lille1.fr

Sophie RANNOU : sophie.rannou@univ-rennes2.fr